

De nouvelles inquiétudes pour Bruxelles après la réélection triomphale du président croate

par Pierre Lévy,* France



Pierre Lévy.
(Photo <https://ruptures-presse.fr>)

(CH-S) Au cours des mois passés et à venir, des élections gouvernementales étaient et seront d'actualité dans plusieurs Etats membres de l'UE en Europe centrale et orientale. Cela concerne la Croatie, la Hongrie, la Slovaquie, la Roumanie, la Bulgarie, l'Autriche, l'Al-

lemagne et la République tchèque.

Pierre Lévy est un journaliste français qui suit et décrit avec un esprit critique les évolutions de l'Union européenne depuis de nombreuses années.

Dans cet article, il analyse la situation politique au lendemain de la récente élection présidentielle en Croatie.

* * *

Le 12 janvier, le président croate a été triomphalement réélu au second tour avec 74,7% des voix. Zoran Milanović avait manqué la victoire de très peu au premier tour, avec 49,1%, alors qu'il y a cinq ans, il avait dû se contenter de 29,5% des voix et n'avait finalement gagné que de justesse, avec 52,7%.

Jamais auparavant la Croatie, un pays de 3,8 millions d'habitants issu de l'éclatement de la Yougoslavie, n'avait élu un chef d'Etat avec un score aussi élevé. Zoran Milanović, qui a été Premier ministre social-démocrate de 2011 à 2016, a été soutenu par une coalition comprenant son ancien parti, mais a forgé sa popularité en adoptant un ton que ses adversaires dénoncent comme «populiste». Certains le qualifient même de «Trump des Balkans».

Il a surtout argumenté sur des scandales de corruption qui ont largement ébranlé le gouvernement actuel. Le ministre de la Santé, par exemple, a été arrêté en novembre, soupçonné

* Pierre Lévy, né en 1958 à Paris, est un journaliste français. Il a été rédacteur au quotidien *L'Humanité* de 1996 à 2001 et ancien syndicaliste de la CGT-Métallurgie. Il est devenu rédacteur en chef du mensuel *Bastille-République-Nations*, qui s'intitule désormais *Ruptures*.



Zoran Milanović lors du vote du 12 janvier 2025.
(Photo capture d'écran).

de blanchiment d'argent, d'abus de pouvoir et de trafic d'influence.

Le gouvernement et en particulier le Premier ministre *Andrej Plenkovic* ont symétriquement subi une défaite cuisante. Le candidat qu'ils soutenaient, *Dragan Primorac*, un ancien ministre de l'Education, a dû se contenter de moins de 26% des voix le 12 janvier, dans un scrutin marqué par une faible participation: 44,2% des électeurs inscrits.

Le parti au pouvoir a donc subi un nouveau revers, après avoir reculé de 4,1 points (34,4%) lors des élections législatives d'avril dernier. Le HDZ était le parti du «père de l'indépendance», *Franjo Tudjman*, et dirigeait le pays depuis 1991, à quelques exceptions près. C'est le HDZ qui a mis la Croatie sur la voie de l'UE, à laquelle elle a été le dernier pays à adhérer en 2013.

Plenkovic, qui dirige le gouvernement depuis 2016, est un fervent défenseur de l'intégration européenne et de l'OTAN. Son hostilité envers le chef de l'Etat est de notoriété publique, notamment depuis que ce dernier a tenté l'an dernier de se présenter comme député dans la propre circonscription du Premier ministre. La Cour constitutionnelle avait finalement empêché cette candidature inattendue, ce qui avait amené le président à qualifier les juges de «pions incultes».

Des prises de position critiques à l'égard de Bruxelles

Ce n'est toutefois pas le caractère souvent direct et provocateur du président qui a déplu au gouvernement et à la majorité de droite, mais plutôt

ses prises de position très critiques à l'égard de Bruxelles; il a ainsi dénoncé la Commission européenne comme «autocratique et non représentative». C'est surtout son refus d'impliquer le pays dans le soutien militaire à Kiev qui fait que de nombreux électeurs apprécient son rôle de contre-pouvoir.

Certes, le chef de l'Etat ne détient pas le pouvoir réel; celui-ci est détenu par le gouvernement. Mais il représente la Croatie à l'étranger et a son mot à dire dans la mise en œuvre de la politique étrangère. En outre, il est le commandant en chef des forces armées.

Cela lui confère un certain poids et lui a notamment permis de s'opposer à la livraison d'armes à l'Ukraine et à la participation de l'armée nationale à la formation des soldats ukrainiens sous l'égide de l'OTAN. «Tant que je serai président de la République, aucun soldat croate ne combattrait dans les guerres des autres», a-t-il récemment précisé.

Il n'en fallait évidemment pas plus pour déclencher la colère de Plenkovic. Le chef du gouvernement a dénoncé le style «dictatorial et pharaonique» de son rival et l'a accusé de faire le jeu de Moscou, d'aliéner Zagreb de ses alliés euro-atlantiques et donc de déstabiliser le pays. En bref, averti le Premier ministre peu avant les élections, «la différence entre Zoran Milanović et Dragan Primorac est simple: l'un nous mène vers l'est et l'autre vers l'ouest». Plenkovic a souligné: «Nous avons besoin d'un président de la République qui veut ancrer la Croatie à l'Ouest.»

Le président avait alors condamné la décision de la Russie de déclencher une guerre en Ukraine. Mais son refus de laisser le pays assumer sa part de soutien à Kiev a déclenché contre lui le reproche d'être une «marionnette de Moscou».

Le fait que, dans ces circonstances, près de trois électeurs sur quatre aient choisi de le réélire est loin d'être anecdotique. Bien sûr, les scandales de corruption et la situation économique et sociale ont influencé les électeurs. La Croatie a vraiment le taux d'inflation le plus élevé de la zone euro. Et l'émigration vers d'autres pays est massive, ce qui entraîne une sérieuse pénurie de main-d'œuvre dans le pays.

Mais le rejet de l'alignement sous la pression de l'UE et de l'OTAN a certainement joué un rôle dans l'élection, d'autant plus que le président dispose de prérogatives dans le domaine diplomatico-militaire, contrairement à la politique intérieure.

Davantage de positions critiques envers le soutien de Kiev

Avec son vote du 12 janvier, la Croatie semble donc rejoindre le camp des Etats de l'UE dans lesquels le soutien militaire et politique à Kiev est significativement contesté – un camp qui est désormais de plus en plus occupé.

La Hongrie avait montré l'exemple en faisant triompher le chef du gouvernement *Viktor Orbán* sur cette base lors des élections de 2022. Le Premier ministre slovaque *Robert Fico* (issu, comme M. Milanović, de la famille sociale-démocrate qui l'a pourtant rejeté) a suivi une voie comparable, d'autant plus que Bratislava s'est engagée à reprendre les livraisons de gaz russe. Dans ce pays, un sondage a constaté que l'opinion selon laquelle la Russie représentait une menace pour la sécurité était passée de 68% à 49%.

En Autriche, le FPÖ, qui plaide pour des relations pacifiques avec Moscou, pourrait conquérir le poste de chancelier, même si d'immenses pressions sont exercées pour l'en empêcher.

En Roumanie, les élections présidentielles de novembre 2024 ont tout simplement été annulées après la victoire surprise du candidat «pro-russe»; elles devraient désormais avoir lieu en mai de cette année.

De leur côté, les électeurs bulgares voteront très probablement pour la huitième fois en quatre ans, les partis qualifiés de proches du Kremlin étant de plus en plus puissants. Même le très pro-européen *Boiko Borissov*, qui a longtemps dirigé le pays, vient de remettre en cause l'opportunité de signer un accord de coopération entre Sofia et Kiev, pourtant négocié pendant de longs mois.

Enfin, dans les mois à venir, l'Allemagne et la République tchèque vont appeler leurs électeurs aux urnes, respectivement en février et en octobre. Dans le premier cas, l'AfD, qui critique radicalement l'engagement guerrier du gouvernement actuel, pourrait réaliser un score sans précédent. Et dans le second cas, les observateurs prédisent une victoire d'*Andrej Babiš*, politiquement proche d'Orbán.

Jusqu'à présent, la liste a toutefois déjà été complétée par la Croatie. Il est difficile d'imaginer que cette succession ne soit qu'une pure coïncidence.

Source: <https://freeassange.rtdc.live/europa/232985-kroatiens/>, 15 janvier 2025

(Traduction «Point de vue Suisse»)